l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 388 vendredi 12 décembre 1975

COLONIES FRANÇAISES : NON A L'AUTONOMIE OUI A L'INDÉPENDANCE

Décidément, la bourgeoisie française n'a pas encore assimilé les leçons cinglantes des trente dernières années.

La honteuse occupation du territoire comorien de Mayotte est en train de le confirmer.

Furieux d'être chassés des Comores, ces quatres belles-îles de l'océan Indien qu'ils s'imaginaient tenir pour toujours, les colonialistes français ont monté un complot pour maintenir leur pouvoir sur l'une des îles. A cette intention, le gouvernement français a mobilisé ses forces d'occupation coloniales à Mayotte et il leur fait procéder à des manœuvres d'intimidation de la population. En même temps il prépare fébrilement la mascarade d'un prétendu référendum. Mais cette dérisoire manœuvre suscite la réprobation et l'indignation des pays du tiers monde, en particulier des pays africains.

Quant à la classe ouvrière et au peuple de France, ils doivent soutenir sans réserve le peuple comorien qui veut le respect de son indépendance nationale, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale sans réserve c'est-à-dire qu'ils doivent rejeter avec fermeté l'actuelle domination coloniale de la France sur les Départements d'Outre-mer et sur les Territoires d'Outre-mer ainsi que les variantes juridiques de l'esclavage des peuples colonisés.

Ces variantes juridiques c'est notamment l'«autonomie» proposée par le «Programme commun».

Or l'autonomie a comme premier effet de limiter l'indépendance d'un peuple. La France accepterait-elle d'être autonome et non indépendante ? Bien sûr que non, l'«autonomie» c'était le régime de Vichy, et comme disent les patriotes de la Martinique, de la Réunion, de la Guadeloupe et d'ailleurs, l'«autonomie» c'est une départementalisation camouflée, c'est du néo-colonialisme.

A l'ONU la France est au banc des accusés et c'est justice. Car l'acharnement du gouvernement à ne pas reconnaître l'indépendance totale et immédiate de ses dernières colonies est inadmissible et indéfendable.

Ce n'est pas parce que l'empire colonial français n'existe plus que l'indulgence doit s'installer. Non, 2 millions d'hommes des peuples frères opprimés, c'est encore trop. Trop quand on prétend vouloir l'indépendance nationale pour son pays et qu'on continue à piller avec cynisme 900 000 km2 de pays du tiers monde.

LIBAN

LES DEUX SUPERPUISSANCES FINANCENT LA GUERRE CIVILE

De violents combats se poursuivaient encore mercredi dans la nuit à Beyrouth, à l'heure où devait entrer en vigueur le nouveau cessez-le-feu annoncé pour 22 heures. Aux termes de celui-ci, tous les groupes armés doivent se retirer et les armes lourdes doivent quitter leurs positions. L'armée a été chargée de faire respecter cet accord et d'intervenir en cas de besoin. Le «bloc des gauches», à l'intérieur duquel militent les forces prosoviétiques, a boycotté la réunion du Haut Comité de coordination qui a décidé le cessez-le-feu.

Explosion d'obus, rafales d'armes automatiques, gerbes de balles traçantes étaient observés en divers endroits de la capitale, alors que des incendies faisaient rage sans que personne puissent se risquer à les maîtriser. En définitive la journée de mercredi se sera soldée par une cinquantaine de morts supplémentaires. Pourquoi ces nouvelles flambées de la guerre civile alors que, de toute évidence, le peuple libanais de toutes les communautés aspire ardemment à la paix et à la réconciliation nationale ? Le président Frangié a répondu à cette question en dénonçant «l'existence de combattants non libanais sur la scène libanaise» et la présence «d'armes perfectionnées en abondance qui ne devraient être livrées qu'à des armées.»

Au Liban aussi, les deux superpuissances, américaine et soviétique, pour avoir le contrôle de la Méditerranée se font la guerre par peuple interposé. Elles entretiennent chacune des mercenaires et des hommes de main surarmés et surpayés pour relancer des provocations chaque fois que la tendance à l'apaisement l'emporte.

Mais le peuple libanais n'entend pas devenir la proie des intérêts avides des superpuissances qui rivalisent sur son dos.

Nombre d'entre eux s'unifient sur les sages positions de l'OLP :
- Unité du peuple libanais.
- Lutte pour l'indépendance face à l'ingérence des superpuissances.

Le centre de Beyrouth ravagé par la guerre civile.

La CFDT a bien été victime d'une provocation

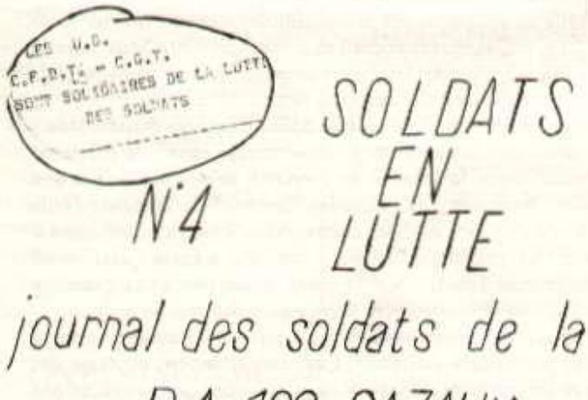
Au cours des évènements récents qui ont eu la CFDT et l'armée pour centre, nous avons dit que ce qui se passait était le résultat d'une provocation des forces prosoviétiques contre la CFDT. Pourquoi ?

La situation en Europe est sérieuse. Les deux superpuissances intensifient leurs préparatifs de guerre et surtout le social-impérialisme russe fignole ses plans d'agression contre l'Europe de l'Ouest. Tout comme Hitler les expansionnistes russes préparent le terrain par un travail intérieur de subversion, qui vise à désarmer les pays convoités. Voilà pourquoi il est important de lutter contre la subversion prosoviétique, et les marxistes-léninistes sont pour la répression contre les forces contre-révolutionnaires qui désarment le pays et démobilisent le peuple.

Voici quelques mois on apprenait que les trotskystes qui sont une des composantes de ces forces avaient comme objectif de créer des syndicats dans l'armée en utilisant la liberté d'action qui existe au sein de la CFDT et aussi en abusant la bonne foi de certains responsables syndicaux.

Qu'a fait le gouvernement par rapport à cela ? Au lieu de frapper les principaux responsables connus des activités de trahison nationale, ils laissent parler librement des Marchais et des Krivine à la radio et en profitent pour tenter d'intimider la seule CFDT. La preuve c'est que la CGT qui s'est associée au patronnage de certaines feuilles antimilitaristes n'est pas inquiétée.

Voilà pourquoi nous disons que la CFDT a été victime d'une provocation des forces prosoviétiques qui ont fourni un prétexte au gouvernement pour la menacer. Voici un éloquent exemple de ce que nous avançons. A Bordeaux le secrétaire de l'UD CFDT dont la bonne foi a sans doute été abusée a été arrêté tandis que le responsable CGT n'a pas été inquiété. Or UD CFDT et UD CGT ont bien patronné le tract grossièrement antimilitariste, démobilisateur et subversif que nous publions ici à titre de document.



× × ×

Petit soldat, tu vas te t'battre.

Pour qui - pourquoi ?

-Un, deux, un, deux, un, deux...Pour les matinées [illegible] à pied.

A l'E.P. 2 mois de classes ne suffisent pas pour [illegible] de faire un travail intéressant, tu crapahutes pour les [illegible] pour développer ton sens de la "nation". Ton travail est monotone, tu as tourné toute la nuit, mais ne crois pas récupérer. C'est [illegible] le tour des corvées. Les locaux sont insalubres, l'hygiène déplorable, il faut astiquer et polir le crasse des années.

T'as fini?

Tenue du sport.

Il faut forger des esprits sains dans des corps sains; l'[illegible] thousiasme est total, nous sommes prêts pour la "nation".

L'heure de la perm a sonné, le compte rendu moral de [illegible] enduqué devant des rangs éveillés, mais le départ n'est pas certain: allons-nous rejoindre nos foyers?

-Chantage à la perm, pour les corvées.

-Chantage à la perm, pour la coupe de cheveux.

-Chantage à la perm, pour l'empressement à "déjeuner".

Alors ??après une semaine de servilité aurons-nous le droit à l'heure?? Pas sûr, pas sûr...

Par ce conditionnement de fond les hôtes vaincus d'Indochine et d'Algérie entretiennent la neutralité politique de l'armée...Cela sert les travailleurs appelés du contingent

...LIS ET FAIS CIRCULER...LIS ET FAIS CIRCULER...

Imp.U.D.-C.F.D.T. 75 rue abbé de l'Epée- BORDEAUX-33000

L'AGENCE CHINE NOUVELLE DÉCLARE :

«L'UNION SOVIÉTIQUE SE LIVRE A UNE OFFENSIVE AGRESSIVE CONTRE L'EUROPE DE L'OUEST»

Il y a peu de temps l'agence* Chine nouvelle *a publié un commentaire sur l'évolution de la situation en Europe de l'Ouest. Il montrait notamment les derniers développements du rapport de forces entre les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, qui rêvent chacune d'étendre son hégémonie au monde entier et dont le point clef de la rivalité pour cet objectif se situe en Europe. Notre comité de rédaction a décidé de publier de larges extraits de cet important article qui permet de connaître mieux l'appréciation que porte le Parti communiste chinois sur la situation en Europe.

La conférence de sécurité en Europe à peine terminée, l'Union soviétique a invité les chefs d'État français, allemand et italien à venir en visite à Moscou l'un après l'autre. Ces visites ont été considérées en Europe de l'Ouest comme un test sur les réelles intentions de Brejnev quant à la «détente» et à la «sécurité européenne». Mais quel est le résultat de ce test ? De nombreux journaux européens indiquent que loin d'assister à ce que Moscou appelle «l'aurore de la coopération pacifique en Europe», on a pu voir l'Union soviétique entrer dans une «nouvelle phase d'expansionnisme agressif».

Durant sa visite d'État de 5 jours à Moscou en octobre dernier, le président français Giscard d'Estaing a eu seulement trois heures d'entretiens avec Brejnev. Selon l'hebdomadaire français «Le point», *Moscou n'a fait que verser un bol d'eau froide sur le président français.*

Lors du banquet offert en l'honneur de Giscard d'Estaing le jour même de son arrivée, Brejnev, au nom du «relâchement de la tension», a demandé à la France de modifier sa position sur le désarmement, autrement dit, de ralentir ses efforts de défense. A cela, Giscard d'Estaing a répondu : «La détente dans le domaine des armements ne peut se réaliser valablement qu'à l'échelle mondiale et sous un contrôle efficace et en respectant la capacité pour les pays concernés d'assurer de façon indépendante leur sécurité.» En revanche, le président français a demandé à l'Union soviétique de réaliser «la détente dans la compétition idéologique», c'est-à-dire de cesser d'utiliser certaines forces prosoviétiques existant en France pour se livrer à l'infiltration idéologique et à la subversion politique.

Toutes ces suggestions furent rejetées par Brejnev en disant : si l'on pense que la «détente» pourra aboutir à ce que l'Union soviétique modifie son attitude générale quant à sa propre manière de comprendre et de résoudre les problèmes, c'est se faire probablement une illusion. Les chefs de file du Kremlin, habitués à agiter le bâton, furent visiblement irrités du ton de la France. Le lendemain, la partie soviétique suggéra un ajournement de deux jours de l'entretien prévu pour le 15 octobre et annula l'entretien final fixé pour le 18 octobre. Brejnev prétexta qu'il «était grippé»...

L'hebdomadaire français «Le point» a également indiqué que l'arrogance de Brejnev n'était pas seulement l'indice de pressions délibérées exercées sur la France, mais constituait aussi un «avertissement à l'Europe occidentale, et à l'Ouest dans son ensemble», à savoir : le document final du sommet de Helsinki ne donne à personne le droit d'exiger quoi que ce soit de Moscou, tandis que l'Union soviétique ne mettra aucun frein à sa pénétration et sa subversion au sein des pays occidentaux.

Le président d'Allemagne de l'Ouest Walter Scheel a effectué une visite en Union soviétique pendant la 2è moitié de novembre. Commentant cette visite, une dépêche de l'AFP a dit : «Les diplomates en poste à Moscou ont décrit ses entretiens avec les dirigeants soviétiques comme un "dialogue de sourds" au cours duquel les deux parties ont des divergences presque sur tous les points.»

Durant les entretiens ouest-allemand-soviétiques, chaque côté est resté sur ses positions sur la question de l'application de l'accord de la CSCE, sur le statut de Berlin-Ouest et sur les «échanges» culturels, scientifiques et technologiques. Par ailleurs, aucun accord n'a été conclu et aucun communiqué commun publié à la fin de la visite.

Après Scheel, ce fut le tour du président italien Giovanni Leone de venir en Union soviétique.

A la suite de ces visites, l'opinion publique ouest-européenne s'est montrée plus vigilante à l'égard des manœuvres touchant à la «détente» dont s'est servi Brejnev dans le cadre de la «conférence sur la sécurité européenne». Ses inquiétudes devant la menace soviétique croissante sur l'Europe occidentale ont aussi augmenté.

Depuis cette conférence, l'Union soviétique a envoyé à plusieurs reprises ses avions faire intrusion dans l'espace aérien de la Norvège, procédé à des essais de missiles dans la mer de Barents, massé des troupes en Europe du Nord, renforcé ses forces armées dans la région de la Méditerranée, multiplié ses activités de pénétration et de subversion en Europe du Sud, continué son renforcement militaire en Europe centrale, pourvu ses troupes en Europe centrale d'équipements modernes et organisé des exercices militaires.

Face à cette situation, des personnalités et la presse d'Europe occidentale ont souligné que depuis la CSCE l'Union soviétique se livrait à une nouvelle offensive menaçante. Loin d'être plus assurée, la sécurité en Europe est plus incertaine encore qu'avant la conférence.

LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

1. Les aspects légaux : Le rôle du comité d'entreprise

Une bataille contre des licenciements, qu'ils soient individuels ou collectifs, est toujours une dure bataille, serrée ; l'adversaire sait user de toute une panoplie d'arguments et de moyens mis à sa disposition par un appareil législatif qui veut, avant tout, «préserver le principe fondamental du droit de résiliation unilatéral». Or on peut dire qu'à chaque fois, les militants se heurtent au même type de difficultés. Certes les plus importantes apparaissent toujours celles plus directement liées à l'organisation de la lutte, à sa popularisation. Cependant toute une procédure légale s'enclanche. La question est de savoir si cette procédure ne vise pas principalement *la démobilisation des travailleurs*. Nous essaierons dans une série d'articles de débroussailler le terrain. Nous souhaitons vivement y être aidés par les contributions des camarades qui auront eu à s'affronter concrètement à ces problèmes, dans leurs propres luttes.

Dans l'ensemble des textes légaux traitant des licenciements, le C.E. tient une place privilégiée. Car, dans la plupart des cas (entreprises de plus de 50 salariés), c'est lui qui doit être le premier informé des plans de licenciements. De plus, entre cette information et l'exécution des décisions doit s'écouler un certain délai variant de 15 jours à 14 semaines (le tableau ci-contre tente de résumer les divers cas de figures).

Finalement, l'attitude se déterminera à deux niveaux : lors de l'information, par son avis ; ensuite, par l'utilisation du délai. Et sur un problème de cette importance, il sera amené à jouer net : ou il sera un organe de collaboration de classe, ou il deviendra un outil supplémentaire dans les mains des travailleurs.

Outil de combat, il se devra de *refuser net* toute l'argumentation économique mise généralement (la loi l'y encourage) par la direction. Ce refus est certainement une des nombreuses leçons données par les travailleurs de Lip et suivies par bon nombre d'autres luttes.

Organe de collaboration de classe, il risquera de croire, et de faire croire, que «un mois, c'est ça de pris» et que «ça permet de se retourner». Erreur manifeste : accréditer cette idée, comme se lancer dans la négociation du «plan social de prévention et de reclassement» prévu par le texte de novembre 1974 — bon nombre d'exemples qui se sont soldés par un échec le prouvent (Néogravure, Grandin, entre autres) — c'est en fait œuvrer à la démobilisation. D'autant plus, si la direction a la ruse d'employer la méthode suivante : elle annonce, par exemple, un plan de x licenciements, disons 200 pour fixer les idées. Puis elle consent à négocier avec les organisations syndicales ; mieux, elle se soumet à l'arbitrage de l'inspection du travail. Alors le chiffre descend : en bout de course, il pourra n'être que de 130. Et tout le monde de se féliciter publiquement : la direction de s'être montrée compréhensive, l'inspection d'avoir limité les dégâts, les syndicats d'avoir, par la lutte et leur caractère «responsable» («on agit pour obtenir des négociations» cher aux dirigeants cégétistes), fait fléchir le patronat. Or celui-ci savait qu'il diminuerait le nombre jusqu'à 130... Certaines directions dépendant de grands trusts financiers ou industriels sont passées orfèvres en la matière. Ceci étant éventuellement accompagné de mesures de restructuration : démantèlement de l'entreprise, filiations, scissions, etc. (voir l'ORTF, la Néogravure). But : diviser les forces de l'adversaire pour les éliminer ensuite une à une.

Deux leçons donc : refus de l'argument économique ; utilisation du délai, non pour négocier, mais pour agir. Et une autre, fondamentale dans la lutte de classes : PRÉPARER DES MAINTENANT LES CONDITIONS DES VICTOIRES DE DEMAIN.

* * *

Nous reviendrons sur les autres attributions du C.E. et sur les possibilités de le lier étroitement aux luttes des travailleurs. Il nous semble cependant plus important d'examiner dans le prochain article la question des «comités de grève, comités de soutien».

LES DIFFÉRENTS «LICENCIEMENTS POUR MOTIF ÉCONOMIQUE»

	Délai :
1) Licenciement individuel pour motif économique Tout salarié quel que soit l'effectif de l'établissement	
— aucune procédure spécifique.	
— le CE (comité d'entreprise) doit être informé des projets de licenciements individuels de cadres.	15 jours
2) Licenciement collectif pour motif économique «ordinaire» (moins de 10 salariés sur plus de 30 jours)	
— moins de 50 salariés : consultation des délégués du personnel ; procès-verbal à l'administration	indéterminé
— plus de 50 salariés : CE saisi «en temps utile» avis transmis à l'inspecteur	indéterminé
3) Licenciement pour motif économique : «10 au moins en 30 jours» (accord du 21/11/74) Etablissement d'un «plan social de prévention et de reclassement». A défaut d'accord avec le CE, commission paritaire de l'emploi.	
— Licenciement pour raisons économiques conjoncturelles :	
effectif de 10 à 100	15 jours
effectif de plus de 100	un mois
— Licenciement dans les 6 mois suivant une fusion, une concentration ou une restructuration :	
effectif de 10 à 200	un mois à 5 semaines
effectif de 200 à 300	2 mois à 9 semaines
effectif de plus de 300	3 mois à 14 semaines
4) Liquidation de biens ou règlement judiciaire	
— jusqu'à 10 salariés : aucune procédure spécifique	
— plus de 10 salariés : en cas de licenciement collectif seulement, l'employeur ou le syndic doit réunir le CE, ou à défaut les délégués du personnel et les informer du calendrier des licenciements. Cette information doit précéder l'envoi des lettres de licenciement.	

ECHOS

Marseille :

LA LUTTE A L'ÉCOLE D'ÉDUCATEURS SE POURSUIT

Après le succès du meeting-débat du 19 novembre, la CFDT a organisé durant la journée du 2 décembre une délégation de 40 personnes auprès du représentant du ministre de la Santé et de l'employeur.

Pendant que leurs camarades étaient reçus, le reste des manifestants, par petits groupes, allait dans les bureaux de l'administration pour expliquer les objectifs de leur lutte : arrêts de la mesure de licenciement d'un délégué syndical CFDT, reconnaissance des sections syndicales élèves, embauche de personnel, bourse au SMIC pour tous les éducateurs en formation. Ils dénoncent aussi la répression syndicale et la dégradation des conditions de travail et de formation.

La CFDT annonce également un grand meeting pour le 12 décembre au cours duquel des travailleurs du secteur social expliqueront la place du secteur social dans le système capitaliste, la réalité de leur métier et leur lutte actuelle, notamment celle de l'école d'éducateurs de Marseille.

Correspondant HR.

CAEN : Après les menaces du nouveau PDG, les travailleurs déclarent :

«L'IMPRIMERIE CARON-OZANNE SERA OCCUPÉE JUSQU'A LA VICTOIRE !»

En lutte depuis le mois de juin contre leur licenciement collectif, les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen tiennent toujours bon. L'occupation de l'usine se poursuit et les travailleurs continuent d'imprimer sur le matériel de l'entreprise des tracts, brochures, affiches de popularisation ainsi que leur journal *Ouest-licenciements*.

Le nouveau PDG, le sieur Ozanne, a récemment annoncé qu'il avait trouvé l'argent nécessaire à la remise en route de l'imprimerie, si ce n'est quelques millions anciens qui lui feraient défaut. En fait tout indique qu'il entend faire durer le plaisir le plus longtemps possible pour décourager un maximum de travailleurs et les contraindre à accepter n'importe quelle place offerte par l'ANPE.

En attendant, ce nouveau patron prétend *«envoyer une lettre aux personnes qu'il aura choisies et les embaucher aux conditions qu'il lui plaira. S'ils acceptent, une date leur sera fixée ; s'ils refusent, il trouvera des gens ailleurs, cela ne manque pas en ce moment. Si certains agitateurs professionnels persistaient malgré tout à occuper l'usine, il enverrait une compagnie de CRS et ce serait vite fini.»* Fin de citation !

Voilà qui au moins ne pêche pas par manque de clarté. Mais loin d'intimider les ouvriers, de telles déclarations ne font que les renforcer dans leur volonté de vaincre. Ils assurent qu'ils ne cesseront pas d'occuper l'usine avant d'avoir arraché une date précise de reprise, des garanties pour ceux qui ne seraient pas repris dès le début, le maintien des avantages acquis et la réembauche prioritaire de ceux qui occupent l'usine.

«DOM-TOM» :
Les dernières colonies françaises et leurs luttes

Aujourd'hui encore, quoique de façon désormais résiduelle, la France est une puissance coloniale. C'est une réalité trop oubliée dans notre pays. Une réalité pourtant qui opprime toujours près de 2 millions d'hommes et de femmes répartis sur quatre «départements» (Réunion, Guyane, Martinique, Guadeloupe) et 6 territoires (Polynésie, Nouvelle Calédonie, Nouvelles Hébrides, Wallis et Futuna, St-Pierre et Miquelon, territoire «français» des Afars et des Issas) d'outre-mer.

Certes l'empire colonial français est actuellement bien peu de chose par rapport à ce qu'il fut dans un passé encore bien récent. Alors son joug pesant étranglait l'Indochine, la moitié de l'Afrique, une partie du Proche-Orient. Mais c'est encore trop et ce sera toujours trop, tant qu'un seul peuple étranger vivra enchaîné à la métropole française. Aussi aujourd'hui la situation est-elle à la veille de nouveaux et importants changements obtenus par les peuples colonisés euxmêmes, soutenus par le tiers monde qui, d'une seule voix, exige leur libération. Déjà l'archipel des Comores, devenu indépendant, vient d'accéder à la tribune de l'ONU, malgré les fortes pressions françaises qui s'exercent pour tenter d'en détacher l'île de Mayotte. La Commission de décolonisation de l'ONU réclame aussi avec insistance l'indépendance pour Djibouti, territoire «français» des Afars et Issas.

C'est pourquoi — sans oublier que l'impérialisme a plusieurs visages et qu'il continue, même après leur indépendance politique, à exploiter les richesses des pays du tiers monde, la sueur et le sang de leurs peuples, par l'intermédiaire de la dépendance économique qu'il continue de leur imposer — nous abordons, dans cette série d'articles, les souffrances et les luttes de ceux qu'on a appelés «les oubliés de la déconolisation». Car, à l'exemple des anciennes colonies françaises qui ont conquis l'indépendance au cours de longs et durs combats, les peuples des «DOM-TOM» vont de l'avant pour imposer leur libération, leur droit à devenir enfin les seuls maîtres de leur destin. Ceci passe par une seule solution : l'indépendance.

Notre solidarité de combat fraternelle et agissante leur est inconditionnellement acquise, tant il est vrai qu'un peuple qui en opprime un autre, ne saurait en aucun cas être un peuple libre.

C'est dans cet esprit aussi que nous entendons ouvrir largement nos colonnes à tous les porte-paroles de ces peuples frères qui luttent pour imposer leur indépendance contre notre ennemi commun : la bourgeoisie monopoliste française.

LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Polynésie

Colonisée depuis 1768, l'archipel est situé à 18 000 kms de Paris. Elle se compose de 125 îles dispersées sur une superficie équivalente à l'ensemble de l'Europe, rassemblant 120 000 habitants. Les sociétés coloniales y exploitent le coprah, le café, la vanille après avoir pillé les mines de phosphate, maintenant épuisées. Mais de nouvelles perspectives s'ouvrent à leurs appétits avec la possible exploitation des nodules polymétalliques (manganèse, cobalt, nickel, cuivre) qui tapissent le fond des mers. Et les eaux territoriales françaises représentent là 4 millions de km2 !

Enfin, situé au cœur du Pacifique sud, l'archipel est une vaste base d'observation de l'activité maritime et aérienne dans cette région du monde. La présence «française» est protégée par une forte implantation militaire. L'atoll de Mururoa est en effet le siège, depuis 1966, du centre d'expérimentation atomique.

Sous le brillant des prospectus touristiques, Tahiti et ses îles recèlent en fait une vaste misère pour la population. Ce qui explique que , malgré les colliers de fleurs officiels, les autorités françaises en tournée dans les Iles y soient chaque fois accueillies par de grandes manifestations révélant la colère des masses.

Nouvelle Calédonie

Cette île du Pacifique sud, trois fois grande comme la Corse, est située au large du continent australien, à 22 000 kms de l'Europe.

Elle est colonisée par la France depuis 1853. Son intérêt, pour les colonialistes, réside surtout dans ses considérables ressources minérales : nickel, chrome, fer, argent, or, cobalt, cuivre, manganèse. Le nickel représente à lui seul plus de 90 % des exportations de l'île qui en est le troisième producteur mondial. C'est un fief de la société française «Le Nickel» et de sa filiale, «Pennaroya», présidée par le banquier Guy de Rothschild.

La presse française observe la plupart du temps un silence obstiné sur la situation politique et sociale de l'île. De temps à autre, pourtant, nous parvient l'écho de puissantes grèves de mineurs, d'ouvriers métallurgistes, parfois quasiment insurrectionnelles. Ce fut notamment le cas en 1969. Par la suite le gouverneur réclama — et obtint — de nouveaux crédits pour «construire» pas mal de casernes et amener les renforts de gendarmerie nécessaires. Malgré la répression politique très violente, un mouvement indépendantiste canaque a pris de l'essor ces dernières années.

Nouvelles Hébrides

Formés de 80 îles et îlôts sur lesquels vivent 75 000 habitants, l'archipel est situé près de la Nouvelle Calédonie. Il est administré conjointement par la France et l'Angleterre depuis 1906 qui ont toutes deux interdit aux habitants d'acquérir leur nationalité sans pour autant reconnaître l'existence d'une nationalité hébridoise. Les habitants sont donc tous des apatrides ! Les ressources locales sont essentiellement agricoles (coprah).

Le statut de l'île est vigoureusement remis en question par la population locale.

Wallis et Futuna

L'archipel, situé au Nord-Est de la Nouvelle Calédonie, regroupe environ 10 000 habitants. Il est colonisé par la France depuis 1887. Appelé avec mépris les «confettis de l'empire», il est entièrement dominé par deux ou trois potentats français qui y font règner leur propre loi.

Saint-Pierre et Miquelon

C'est encore, dans l'océan Atlantique, cette fois, un archipel formé de 8 ilôts, peuplé de 5 500 habitants environ d'origine française pour la plupart. Il a été annexé en 1536. La ressource principale est la pêche et les activités industrielles annexes. Mais la concurrence très forte des flottes étrangères, en particulier de ces requins des mers que sont les chalutiers géants soviétiques, accroît les difficultés économiques de l'archipel.

Il est en fait, essentiellement, une tête de pont de la politique du pouvoir central à son égard.

Territoire des Afars et des Issas

Ancienne «Côte française des Somalies», dont la capitale est Djibouti, cette région regroupe environ 100 000 habitants. Elle est colonisée depuis 1862.

Sa situation à la sortie du détroit de Bab El Mandeb, sur le continent africain, en mer Rouge et dans l'océan Indien lui confère un grand intérêt pour l'impérialisme surtout depuis la réouverture du canal de Suez. C'est d'ailleurs pratiquement le seul, car pour le reste il s'agit d'une terre très pauvre maintenue dans la misère par le colonialisme, ce qui explique la révolte permanente de la population : la capitale est entourée d'un barrage électrifié et miné, surveillé par des légionnaires. La base militaire de Djibouti rassemble 5 200 hommes des trois armes. Elle est équipée de navires de guerre, d'un détachement d'hélicoptères et d'avions super-sabres.

La volonté d'indépendance nationale est très vive parmi la population Afar comme Issa qui, contrairement aux mensonges répandus par les autorités françaises, vivent en bonne intelligence. Aux cris de «indépendance» c'est une foule enthousiaste de plus de 10 000 personnes qui a accueilli, il y a une dizaine de jours, les dirigeants de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, de retour d'un voyage auprès de l'ONU et l'OUA.

Vendredi la Commission de décolonisation de l'ONU lui faisait écho en réaffirmant «son appui sans réserve au droit du peuple de la prétendue Côte française des Somalies à l'indépendance immédiate et inconditionnelle», invitant la France à accorder sur le champ cette indépendance et à retirer toutes ses forces militaires du territoire.

FIN DES TRAVAUX DE L'UNION EUROPÉENNE DE DÉFENSE

Unanimité pour faire face à l'agression soviétique

La 21ème session de l'assemblée de l'Union européenne de défense vient de s'achever à Paris. Elle a marqué par une volonté renforcée de la part des pays ouest-européens, d'accroître leur unité et leur capacité de défense face à l'expansion soviétique qui menace l'Europe de l'Ouest.

Le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Lures, a insisté sur l'effort porté, par le pacte de Varsovie, «à la croissance et la modernisation permanente de ses forces, qu'il s'agisse des forces nucléaires stratégiques, des forces nucléaires tactiques ou conventionnelles sur terre, sur mer, sous la mer et dans les airs». Ce dispositif de dissuasion de tous les pays ouest-européens doit être «considéré par rapport à la puissance militaire du pacte de Varsovie» a-t-il précisé.

De son côté le secrétaire d'État à la défense italien a exprimé son inquiétude devant la pénétration politique et l'expansion militaire soviétiques dans le Sud européen. Mêmes alarmes du côté de l'Allemagne dont le porte-parole a affirmé :

«Le pacte de Varsovie augmente d'année en année ses efforts de défense... L'URSS abuse fréquemment de la notion de détente pour tenter d'imposer unilatéralement ses idées en politique étrangère. Donc les résultats de la conférence d'Helsinki sur la sécurité en Europe ne peuvent faire naître et ne doivent pas faire naître chez nous l'illusion que les conditions de notre sécurité auraient changé».

Face à l'expansion soviétique les participants unanimes ont réclamé le maintien des forces militaires de l'Europe occidentale et le renforcement de l'unité de l'Europe et de l'alliance atlantique.

ALBANIE

Au chantier de construction du complexe sidérurgique d'Elbasan

Il est déjà une tradition en Albanie : avant même que s'éteigne l'écho d'une initiative ou d'une action, les ouvriers entreprennent une nouvelle initiative ou une nouvelle action. Elles sont devenues une méthode de travail socialiste, non seulement pour faire progresser la production, mais encore pour la trempe révolutionnaire ultérieure des travailleurs. Elles expriment la grandeur de l'homme nouveau, la vitalité des enseignements du Parti du travail d'Albanie qui inspirent les hommes et les dirigent vers les idéaux élevés du socialisme et du communisme. C'est justement la force vivifiante de ces enseignements qui fait travailler les gens avec dévouement dans les régions montagneuses et dans les centrales hydro-électriques, dans les complexes sidérurgiques et dans les mines, dans les champs pétrolifères et les champs de blé, ainsi que sur tout autre front de l'édification socialiste de la patrie albanaise. Ce sont ces motifs qui ont poussé 540 ouvriers de Durres à entreprendre récemment une action de deux semaines en aide aux bâtisseurs du complexe sidérurgique d'Elbasan, et 100 ouvriers des combinats, des usines et des fabriques du troisième arrondissement de Tirana. 500 autres ouvriers de Durres sont partis pour Elbasan et 2 000 encore, des arrondissements No 1 et 2 de Tirana, vont également partir prochainement travailler une semaine à la construction de ce complexe, fierté de l'industrie socialiste.

Par sa grandeur, par le rôle important qu'il va jouer dans le développement de toute l'économie, le complexe sidérurgique a attiré l'attention de tous les travailleurs du pays. De nombreuses collectivités de bâtisseurs appartenant aux entreprises de construction de Korca, Durres, Tirana, Peshkopia, Berati, Fieri, Lushnja, Gjirokastra, etc., se sont rendues aux côtés des bâtisseurs de la région. C'est par centaines aussi que l'on compte les ouvriers de diverses professions, en particulier des secteurs de l'industrie métallurgique et de l'industrie mécanique de divers districts du pays qui s'y rendent par groupes pour travailler dans l'exploitation de ce grand ouvrage pour la production de l'acier. Le chantier de construction de ce complexe sidérurgique est devenu un lieu important pour forger les révolutionnaires. Des membres suppléants du PTA sont venus là volontairement, des quatre coins du pays, afin de faire le stage nécessaire de trois ans à la production pour être admis au PTA et pour se doter des hautes vertus du communiste.

L'arrivée des forces révolutionnaires a fait augmenter l'esprit de mobilisation dans les rangs des bâtisseurs du complexe, qui actuellement travaillent intensément jour et nuit. Chaque collectivité vise à terminer au plus vite l'ouvrage qui lui est confié. Tous ensemble effectuent la mise au point avant le délai fixé pour la chaîne de production de la fonte avec le premier haut fourneau de l'usine de coke et d'autres ouvrages. Durant l'année en cours, les bâtisseurs du complexe sidérurgique ont accompli un volume de travail 6,5 % plus grand que l'année dernière. Le volume des montages a augmenté de 66 %. Le chantier où s'érige le complexe sidérurgique ressemble actuellement à une forêt hérissée de fer. Alors que l'on poursuit le travail pour la construction de plusieurs autres ouvrages, comme les usines, les hauts fourneaux, les cheminées, le réseau ferroviaire, etc., d'autres ouvrages ont déjà pris leur forme définitive.

A ce jour, une centaine d'ouvrages ont été livrés, et les efforts se poursuivent. Après la mise en marche de 10 sous-stations et de la sous-station principale, l'énergie électrique est là. L'eau est également là. Le jour n'est pas loin où le complexe d'Elbasan produira la première fonte.

Nouvelles brèves

ITALIE : GRANDES MANIFESTATIONS EN FAVEUR DE L'AVORTEMENT

Une grande marche nationale a rassemblé le week-end dernier, au centre de Rome, près de 15 000 femmes en colère venues exiger le droit à l'avortement libre et gratuit. Actuellement le code pénal italien punit encore de 2 à 5 ans de prison les femmes et les médecins qui pratiquent une interruption volontaire de grossesse.

Il y aurait de 1,5 à 3 millions d'avortements clandestins chaque année en Italie.

Le PC italien et la démocratie chrétienne ont mis au point en commun un projet de loi extrêmement restrictif autorisant l'avortement dans quelques cas très limités (viol, inceste, etc.) ce qui leur a valu d'être conspués ensemble par les manifestantes leur reprochant d'avoir conclu un «compromis historique sur le dos des femmes».

******

CHILI : CONDAMNATION A L'O.N.U.

L'assemblée générale des Nations unies a condamné mardi soir le Chili pour «la pratique institutionalisée de la torture». La résolution ajoute que le récent rapport établi par une commission sur les droits humains, ne permet aucun doute sur le fait que des violations graves des droits de l'homme «continuaient à avoir lieu au Chili». Le gouvernement chilien aurait refusé en juillet à cette commission le droit d'entrer dans le pays pour y étudier la situation. Il réclame également en ce moment que les autorités du Costa Rica lui remettent M. Pascal Allende, neveu de l'ancien président chilien et dirigeant du MIR, réfugié avec sa compagne à l'ambassade du Costa Rica à Santiago. Le Costa Rica, invoquant la convocation de Montevideo sur l'asile politique, a refusé de faire droit à cette exigence.

****

GRANDE-BRETAGNE : PAS D'AIDE OCCIDENTALE AUX PRÉPARATIFS DE GUERRE SOVIÉTIQUES

Dans un récent article le quotidien britannique «Daily télégraph» dénonce le fait que l'URSS s'appuie sur l'Ouest, non seulement pour sa consommation de céréales, mais aussi en matière de technologie, pour pouvoir se consacrer à de folles dépenses d'armements et de préparatifs de guerre.

«Si l'Ouest, écrit-il, a dû alimenter la Russie et aider son économie intérieure, en retard et sous-financée, est-il juste que, ce faisant, il passe outre à l'énorme expansion des armements par la Russie ? C'est bien sûr exactement ce que les dirigeants soviétiques entendent par la «détente» : "Vous nous fournissez céréales et chaînes de production d'automobiles, de manière à ce que nous puissions accroître les armements avec lesquels nous allons vous dévorer". Voilà la détente de M. Brejnev !», conclut le journal.

Pollution de la Baie de Seine :

Le chantage aux licenciements des industriels

Comme nous l'avons rappelé la semaine dernière, la lutte des marins-pêcheurs normands contre la pollution de la baie de Seine par les rejets de produits toxiques avait abouti à un jugement favorable aux revendications des marins.

Seulement, ce jugement rendu l'été dernier ne fut jamais appliqué jusqu'à présent par les entreprises concernées : «Rhône-Poulenc» et «Azote produits chimiques».

Depuis les derniers appels à la mobilisation des marins pêcheurs les industriels ont entamé cette semaine une odieuse campagne de chantage aux licenciements (5 000 disent-ils), d'une part dans le but de faire pression sur le nouveau jugement «en recours» près du Conseil d'État qu'ils ont déposé pour annuler le premier, et d'autre part, pour briser l'unité et la solidarité qui s'était forgée entre les ouvriers et les marins pêcheurs.

Les syndicats des marins pêcheurs ont annoncé immédiatement qu'ils bloqueraient le port du Havre si le jugement n'était pas confirmé ; les phosphogypses déversés dans la Baie de Seine seraient responsables de la disparition de nombreuses espèces de poissons.

Pour combler le «déficit» de la sécurité sociale, la solution du gouvernement :

AUGMENTER LES COTISATIONS DES ASSURÉS

Après le conseil des ministres du gouvernement mardi après-midi, devait être annoncées les solutions gouvernementales au déséquilibre constant du budget de la sécurité sociale.

Les entreprises para-médicales notamment pharmaceutiques, principales responsables de ces déséquilibres ne paieront pas ou peu la note.

Par contre, les assurés sociaux, c'est-à-dire les salariés et assimilés devront voir leur cotisation amputer encore un peu plus leur salaire. Les cotisations maladie et vieillesse augmenteront de 0,5 % et 0,25 %.

Par ce biais, l'État entend recevoir 7,5 milliards des salariés.

Le projet parle vaguement de limitations de la concurrence entre les industries pharmaceutiques, mais rien de concret n'a été établi, on s'en doute. Les salariés trouveront avec raison ce plan inacceptable.

LE BUREAU DU S.G.E.N. DE LA SARTHE DIT :

«Non à l'unité d'inaction avec le SNES»

Les enseignants de la Sarthe ont mené une action dure pour le réemploi des auxiliaires après la rentrée de septembre. Cette action, soutenue et dirigée par le seul syndicat SGEN-CFDT s'est heurtée à la répression policière (charge des flics et matraquage lors d'une occupation de l'inspection académique), elle a dû aussi subir les attaques du SNES, syndicat dirigé par le PCF. Dans le dernier numéro de son bulletin le SGEN-Sarthe répond aux attaques dont il a fait l'objet en ces termes :

«Mauvaise foi ou humour ?

»C'est la question que l'on pouvait se poser en lisant les prises de position de certains syndicats de la FEN, à propos de la lutte menée par le SGEN pour le réemploi des auxiliaires; laissons de côté les critiques mineures, retenons les principales déclarations : la plupart du temps non fondées...

»Le SGEN des pays de Loire serait contre l'unité d'action, il l'a refusée quand il était en désaccord profond sur le mot d'ordre ou le mode d'action, mais il a toujours essayé de la réaliser. Même cette année le SGEN-Sarthe a demandé aux syndicats intéressés de discuter avec lui de la continuité de l'action qui aurait été peut-être alors massive et majoritaire...

»Le SGEN second degré a osé agir seul. Il est donc sorti du dilemme : faire un petit quelque chose avec le SNES ou ne rien faire du tout. Il a mis ainsi le SNES en position de suivisme. Les rôles ont donc été inversés.

»Nous ne préférons pas les actions minoritaires aux autres, au contraire. Mais quand un problème grave se pose nous agissons, car cela est préférable à l'unité d'inaction.

»Ceci dit, cette action a eu au moins le mérite de bien mettre en valeur ces problèmes, nous relevons avec satisfaction une des conclusions de la lettre du S 2-SNES : "Des actions communes deviendront sans doute possibles si une franche concertation s'instaure et si aucun syndicat ne place d'abord ses partenaires devant le fait accompli".

»Le bureau élargi SGEN-Sarthe»

Vendredi dernier à Paris :

CHALEUREUX MEETING DE L'AMITIÉ FRANCO-ALBANAISE

Vendredi soir dernier, au Palais de la Mutualité, les nombreux amis de l'Albanie étaient venus fêter le 31ème anniversaire de la République populaire d'Albanie, avec la présence du représentant de l'ambassadeur en place à Paris, du représentant de la République populaire de Chine, du royaume du Cambodge et du Sud Viêtnam.

De nombreuses interventions devaient être prononcées, tant sur l'Albanie proprement dite que sur les activités de ses amis sincères dans notre pays. Abraham Behar, secrétaire de l'Association des amitiés franco-albanaises – organisatrice de la soirée – devait faire une intervention portant sur la place de l'Albanie dans l'Europe actuelle.

Des chants albanais – interprétés par la chorale des AAFA –, des films ainsi que de nombreux panneaux formèrent la partie culturelle de ce rassemblement.

Une agréable soirée d'amitié avec ce «pays des aigles» qui nous est si cher.

le bataillon "Gramsci"

APRÈS UNE SERIE D'ACTIONS VICTORIEUSES, LE BATAILLON "ANTONIO GRAMSCI" ENTRE DANS TIRANA LIBÉRÉE.

LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE PROCLAME LA REPUBLIQUE POPULAIRE

☆

LA FIGURE HÉROÏQUE DU COMMANDANT CARDINALI RESTERA TOUJOURS UN SYMBOLE DE L'UNITÉ ANTIFASCISTE ET DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

AINSI A COMMENCE UNE ÈRE NOUVELLE POUR LE PEUPLE ALBANAIS.

FIN

la vie d'un parti

POUR UN PARTI MARXISTE-LENINISTE UNIQUE

Le courant pour l'unification des marxistes-léninistes grossit et se renforce. Il suscite de l'intérêt, de la sympathie, de l'enthousiasme, et au fond un grand espoir dans les rangs marxistes-léninistes comme hors de nos rangs.

De partout nous viennent des échos de cet espoir. Comme en témoigne la lettre de ce lecteur que nous publions ici.

A nous de travailler pour que cet espoir se concrétise vers le parti marxiste-léniniste unique !

Camarades,

Etant militant d'une autre organisation marxiste-léniniste (pour l'instant ! en effet de graves divergences me séparent pour le moment de l'organisation), je tiens à exprimer ici ma très grande sympathie à l'égard de l'appel à l'unité lancé par l'Humanité Rouge-PCMLF voici quelques mois. Je m'aperçois que cet appel constitue un point de départ solide pour «parvenir à l'unité de tous les militants et de toutes les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung».

Convaincu de la nécessité, à l'étape actuelle, de l'«unification de tous les marxistes-léninistes» constituant une sérieuse alternative face au social-fascisme du P«C»F, je suis prêt en tant que marxiste-léniniste à apporter mon soutien à la réalisation de ce projet.

Pour la réalisation de cet objectif, que l'on peut qualifier d'avenir radieux, «recourons systématiquement à la méthode "unité-critique autocritique-unité"», car la route est sinueuse !

Nos divergences sont peut-être profondes mais elles ne sont pas, j'en suis convaincu, antagoniques. Partons «du désir d'unité pour arriver, en résolvant les contradictions par la critique et/ou la lutte à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle».

Camarades du PCMLF, camarades du PCRML, camarades de l'UCFML et autres camarades marxistes-léninistes : UNITÉ !

Vive le marxisme, vive le léninisme, vive la pensée-maotsétoung !

Sincères salutations communistes.

Un militant marxiste-léniniste.

Sous le titre «Glorieuses pages d'histoire et de lutte du Parti du Travail d'Albanie contre le révisionnisme kroutchevien»

Radio-Tirana diffuse les principaux matériaux du tome 19 des œuvres du camarade Enver Hoxha

Pendant environ un mois, Radio-Tirana transmet chaque jour un extrait des œuvres du camarade Enver Hoxha. Il s'agit du tome 19 qui couvre la période juin-décembre 1960. Les matériaux de ce tome sont pour la plupart publiés en albanais pour la première fois : interventions au Comité central et au bureau politique du Parti, radiogrammes envoyés aux délégués du PTA à Bucarest et à Moscou, entrevue avec Kroutchev et d'autres dirigeants soviétiques...

L'introduction de ce tome 19 souligne :

«Dans ce volume, la place principale revient aux documents qui élaborent la ligne stratégique et tactique du PTA contre la propagation du révisionnisme moderne et surtout contre l'activité scissionniste, antimarxiste de la direction soviétique avec Kroutchev à sa tête. Jusqu'à ce moment, le PTA avait fait connaître à la direction soviétique ses oppositions et ses réserves sur une série de thèses et d'actes injustes de la direction soviétique. Mais les faits prouvaient que le groupe de Kroutchev continuait de suivre avec entêtement une voie tortueuse et pleine de danger pour le mouvement communiste et ouvrier international, ce qui fut clairement démontré par les manœuvres de coulisse qu'il trama à la rencontre de Bucarest. Dans ces circonstances, il devenait nécessaire que la ligne et les attitudes antimarxistes de la direction révisionniste soient soumises à une critique ouverte et courageuse devant tous les partis communistes et ouvriers.»

Les discours et écrits du camarade Enver Hoxha pour cette période sont pleins de faits concrets expliquant le processus de dégénérescence rapide de la direction du PCUS et la juste attitude de principe des camarades albanais et chinois. Comme le dit Enver Hoxha à Kroutchev le 12 novembre 1960 : *«Nous avons combattu même le ventre creux et nu-pieds, mais nous ne nous sommes jamais inclinés devant qui que ce soit.»*

Nous recommandons vivement à nos lecteurs de suivre ces émissions de Radio-Tirana qui serviront à coup sûr à mieux nous armer contre le révisionnisme moderne et le social-impérialisme soviétique.

Chaque jour deux émissions en langue française — toutes deux entièrement différentes :

— *Première émission :*
de 16 heures à 16 h 30 sur 31 et 42 mètres (ondes courtes)
de 17 heures à 17 h 30 sur " "
de 19 heures à 19 h 30 sur " "
de 21 heures à 21 h 30 sur " "

— *Deuxième émission :*
de 22 heures à 22 h 30 sur 31, 42 et 215 mètres (215 : ondes moyennes)
de 23 h 30 à 24 heures sur 31, 42 et 206 mètres (206 : ondes moyennes)
de 6 heures à 6 h 30 sur 31 et 42 mètres.

sur le front culturel

OUVERTURE A PEKIN DU FESTIVAL NATIONAL DE MARIONNETTES ET DU THEATRE D'OMBRES

Sous les auspices du ministère de la Culture, un festival national de marionnettes et du théâtre d'ombres (la deuxième partie), auquel participent les 8 délégations (provinciales, municipales et des régions autonomes) de Pekin, du Foukien, du Kouangsi, du Kiangsou, du Liaoning, du Hopei, du Chansi et du Setchouan, s'est ouvert à Pékin, le 4 décembre.

Il y a plus de 60 numéros de marionnettes et ombres chinoises comportant des opéras de Pékin et des danses, repris sur les pièces modèles à thème révolutionnaire contemporain qui évoquent la vie des enfants et le mouvement «prendre exemple sur Tatchai dans l'agriculture». Il montre les nouvelles choses de la révolution et de l'édification socialistes.

UNE BROCHURE SUR LE CINÉMA ALBANAIS

L'auteur de cette nouvelle brochure, déplorant avec justesse la grande méconnaissance du public français pour le cinéma albanais, a réalisé là, en collaboration étroite avec un groupe du département d'études cinématographiques de l'université Paris-VIII, un travail très intéressant. On y trouve un historique du cinéma albanais depuis 1947 jusqu'aux transformations exceptionnelles de l'Albanie socialiste d'aujourd'hui. De nombreuses fiches techniques et politiques sur les films albanais font de cette brochure un outil irremplaçable pour tous ceux qui veulent faire connaître ce pays et son art cinématographique révolutionnaire.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

	Province	Pays étranger
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 La Source

Marseille :
ATTENTAT CONTRE LA LIBRAIRIE «LIRE»

Une information judiciaire vient d'être ouverte à la suite de l'attentat commis mardi matin à l'aube contre la librairie «Lire» à Marseille. Deux barres de mine avaient servi à briser la vitrine de la librairie, spécialisée dans la diffusion d'ouvrages progressistes, et une cuillère de grenade d'exercice était utilisée pour mettre le feu à un liquide inflammable déversé dans le magasin.

Le responsable de l'Union départementale CFDT, dont le local est mitoyen de celui de la librairie, a également déposé plainte à la suite d'attaques contre son syndicat de la part de groupes fascistes. Des grenades d'exercice avaient été lancées mardi soir sur le cortège d'une manifestation de militants CFDT, puis dans le hall du siège de l'Union départementale.

Hagueneau (Bas-Rhin) :
SÉQUESTRATION DE CADRES A L'USINE SIEMENS

Le personnel de l'usine d'appareils de mesure de la firme allemande Siemens à Hagueneau occupe depuis mercredi après-midi les ateliers et y retient trois membres de la direction.

Les 300 travailleurs de l'entreprise, en grève depuis lundi, entendent protester contre la décision officiellement annoncée mardi de licencier 52 membres du personnel. Ils réclament aussi le retour à la semaine de 40 heures (l'horaire actuel étant de 32 heures), ainsi que le paiement des jours de grève.

LES CENT SOUS DE M. FOURCADE

Le ministre de l'Économie se déclare profondément préoccupé du pouvoir d'achat des travailleurs. Aussi vient-il d'avancer une généreuse proposition pour alléger leur sort : la réduction de la taxe sur la télévision. Celle-ci passerait désormais de 250 F à... 245 F, soit cent sous d'économie par an ! Au moment où on apprend que les PDG d'entreprises telles que la SNIAS touchent des «salaires» de quelques 8 millions d'anciens francs par mois, on ne saurait se montrer plus cynique envers les travailleurs !

«Le Parisien libéré et nous»

A la suite de la publication d'une fausse nouvelle nous concernant parue dans «le Monde» de samedi dernier, la direction de notre journal a envoyé un rectificatif au rédacteur en chef du Monde, Jacques Fauvet. Celui-ci a bien voulu en informer ses lecteurs. Nous publions donc ici des extraits de cette lettre qui porteront témoignage de notre volonté de soutenir la juste lutte des ouvriers du «Parisien libéré» contre les licenciements et d'agir en conséquence :

«Pour lever toute équivoque quant à notre attitude vis-à-vis des grévistes du «Parisien libéré» nous vous prions de vous reporter à notre numéro daté du 6 décembre et vous pourrez y lire un article dénonçant les violences dont ils ont été victimes le 4 décembre au soir.

En conclusion nous vous prions de bien vouloir rectifier votre information erronée en précisant que l'Humanité rouge n'a pas été mise en vente commerciale dans les kiosques parisiens le 5 décembre, bien que confectionnée dans l'ignorance de la grève des ouvriers du Livre CGT, et que son absence des points de vente avait pour objet de manifester sa solidarité aux ouvriers licenciés par le patron et matraqués par la police.»

Angola :
L'OUA CONVOQUE UNE RÉUNION EXTRAODINAIRE

Une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) aura lieu du 19 au 21 décembre à Addis Abeba pour étudier le problème de l'Angola, a annoncé mercredi le secrétariat de l'OUA à Addis Abeba.

La proposition de la Somalie d'une telle réunion a en effet recueilli les deux tiers des voix des membres de l'OUA. Le communiqué du secrétariat de l'OUA précise que l'objet de cette réunion est l'organisation d'une réunion extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement des pays membres.

DE RETOUR DU LIBAN

Une délégation de l'Association médicale franco-palestinienne témoigne

L'Association médicale franco-palestinienne tenait hier midi une conférence de presse au cours de laquelle le professeur Larivière vice-président et secrétaire général de l'association rendait compte de sa dernière mission d'information dans les régions bombardées du Sud Liban.

Il rappelait tout d'abord que, depuis le désengagement sur le Sinaï, la population palestinienne et libanaise n'a cessé de subir les tirs aériens comme d'artillerie des sionistes sans que la presse française ne s'en émeuve outre mesure. Il a fallu les récents et massifs bombardements sur le Sud Liban pour que le sujet soit enfin abordé. Présente sur place trois jours après les bombardements, la délégation médicale de l'AMFP a pu vérifier leurs conséquences. Accueillie par le Croissant rouge palestinien elle a pu visiter les camps bombardés de Baddaoui et Nhahr el Bared près de Tripoli et y constater les traces des bombardements utilisant des armes de types antipersonnel, comme des bombes de 250 à 500 kilos. Au moins 91 morts et plus de 200 blessés essentiellement parmi des enfants, des femmes, et des vieillards, tel est le bilan de ce nouveau crime des sionistes. De la sorte, Israël qui s'affuble sans cesse du masque de l'humanisme et de la victime, vient de prouver une nouvelle fois qu'il est capable de commettre le plus horrible des crimes de guerre : des actions concertées contre la population civile.

«L'effet de démobilisation recherché demeure inefficace, remarquait le professeur Larivière, je peux témoigner n'avoir pas rencontré une population frappée de stupeur, mais des gens conscients de la justesse de leur cause et déterminés à la défendre quoiqu'il arrive».

Des précisions sur le projet de construction de l'hôpital Mahmoud El Hamchari à Beyrouth, étaient fournies en conclusion. Il coûtera environ 250 000 000 d'anciens francs. Jusqu'ici 20 000 000 ont été fournis par l'Europe dont 6 par la seule AMFP. C'est dire qu'un immense effort reste à accomplir en ce domaine.

Ezzedine Kalak, porte-parole de l'OLP à Paris, réaffirme les objectifs fondamentaux de la lutte du peuple palestinien

Remerciant l'AMFP de son action de solidarité, Ezzedine Kalak, porte-parole de l'OLP à Paris, dénonçait à son tour les provocations qui conduisent à l'escalade de la tension au Liban avec comme objectif, d'épuiser la résistance palestinienne et de faire passer des solutions impérialistes et réactionnaires dans la région. Les récents bombardements sionistes ne sont rien d'autres que des crimes prémédités pour répondre à la bataille engagée contre le sionisme au Conseil de sécurité de l'ONU, une dérobade politique de la part d'Israël. Car après cela le problème reste entier, a dit Ezzedine Kalak. «Y-a-t-il oui ou non un peuple palestinien ? Y a-t-il oui ou non une entité palestinienne ? Oui et cela implique le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté sur sa patrie, comme l'a reconnu l'assemblée générale de l'ONU du 24 novemebre».

A propos de la situation au Liban, M. Kalak devait préciser que plusieurs forces dans le monde ont leurs agents au Liban. L'escalade de la tension dans le pays est liée à un terrorisme organisé, structuré par l'État d'Israël contre la population civile.

Il commentait enfin les récentes déclarations de M. Khaddoumi à Rome sur la création d'une autorité palestinienne à Gaza et en Cisjordanie, que de nombreux observateurs s'étaient empressés d'assimiler à une «ouverture» vers Israël en affirmant «cette déclaration est une simple référence à la résolution adoptée par le conseil national de l'OLP au Caire, au cours de l'été 74. C'est le 2ème point du programme en dix points de l'OLP qui prévoit que celle-ci installera une autorité indépendante sur toute parcelle de la Palestine éventuellement libérée. Il n'y a pas de contradiction entre cette affirmation et l'objectif de l'État démocratique sur toute la Palestine. Dans son discours à l'ONU, Yasser Arafat lui-même a parlé des deux aspects de ce problème.

Une paix, une sécurité équitables ne peuvent être confirmées dans la région que par la réalisation intégrale de l'ensemble des aspirations du peuple palestinien à une Palestine démocratique et laïque où juifs, chrétiens et musulmans vivront en bonne entente.

COMMANDEZ, LISEZ, DIFFUSEZ LA JEUNE GARDE ROUGE

l'exemplaire : 2,50 F.

Passez vos commandes à l'Humanité rouge en précisant «pour la Jeune garde rouge».

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4e trimestre 1975